













# Procedure file

Informations de base	
COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement	2022/0047(COD) En attente de la décision de la commission parlementaire
Règlement sur les données	
Sujet 1.20.05 Accès du public à l'information et aux documents, relations avec l'administration 1.20.09 Protection de la vie privée et des données 2.40 Libre circulation et prestation des services 3.30.06 Technologies de l'information et de la communication, technologies numériques 3.30.25 Réseaux mondiaux et société de l'information, internet 3.50.04 Innovation	
Priorités législatives <a href="#">Déclaration commune 2022</a>	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	 <a href="#">Industrie, recherche et énergie</a>	 <a href="#">DEL CASTILLO VERA</a> Pilar Rapporteur(e) fictif/fictive	31/03/2022
		 <a href="#">KUMPULA-NATRI</a> Miapetra  <a href="#">MITUA Alin</a>  <a href="#">BOESELAGER Damian</a>  <a href="#">LIZZI Elena</a>  <a href="#">DE LA PISA CARRIÓN</a> Margarita  <a href="#">KOUNTOURA Elena</a>	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	 <a href="#">Marché intérieur et protection des consommateurs</a> (Commission associée)	 <a href="#">BIELAN Adam</a>	11/05/2022
	 <a href="#">Libertés civiles, justice et affaires intérieures</a> (Commission associée)	 <a href="#">LAGODINSKY Sergey</a>	15/06/2022

Conseil de l'Union européenne  
 Commission européenne

DG de la Commission

Commissaire

[Réseaux de communication, contenu et technologies](#)

BRETON Thierry

Comité économique et social européen

### Événements clés

23/02/2022	Publication de la proposition législative	<a href="#">COM(2022)0068</a>	Résumé
23/03/2022	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
07/07/2022	Annonce en plénière de la saisine des commissions associées		

### Informations techniques

Référence de procédure	2022/0047(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
Base juridique	Règlement du Parlement EP 57; Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 114
Consultation obligatoire d'autres institutions	<a href="#">Comité économique et social européen</a>
Étape de la procédure	En attente de la décision de la commission parlementaire
Dossier de la commission parlementaire	ITRE/9/08515

### Portail de documentation

Document de base législatif	<a href="#">COM(2022)0068</a>	23/02/2022	EC	Résumé
Document annexé à la procédure	<a href="#">SEC(2022)0081</a>	24/02/2022	EC	
Document annexé à la procédure	<a href="#">SWD(2022)0034</a>	24/02/2022	EC	
Document annexé à la procédure	<a href="#">SWD(2022)0035</a>	24/02/2022	EC	
Comité économique et social: avis, rapport	<a href="#">CES0850/2022</a>	15/06/2022	ESC	
Comité des régions: avis	<a href="#">CDR1959/2022</a>	30/06/2022	CofR	
Projet de rapport de la commission	<a href="#">PE732.704</a>	14/09/2022	EP	

## Règlement sur les données

OBJECTIF : fixer des règles harmonisées pour l'équité de l'accès aux données et de l'utilisation des données (règlement sur les données).

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : ces dernières années, la multiplication rapide des produits connectés à l'internet des objets, en particulier, a fait augmenter le

volume de données et leur valeur potentielle pour les consommateurs, les entreprises et la société. La plupart de ces données ne sont pourtant pas utilisées, ou leur valeur est concentrée entre les mains d'un nombre relativement réduit de grandes entreprises. Il est donc primordial de libérer ce potentiel en offrant des possibilités de réutiliser les données, ainsi qu'en supprimant les obstacles au développement de l'économie européenne fondée sur les données, dans le plein respect des règles européennes et des valeurs de l'IUE.

Le 25 mars 2021, le Conseil européen a réaffirmé qu'il importe de mieux exploiter le potentiel que recèlent les données et les technologies numériques dans l'intérêt de la société et de l'économie. Les 1er et 2 octobre 2020, il a insisté sur «la nécessité de rendre plus facilement accessibles des données de haute qualité et de favoriser et permettre un meilleur partage et une meilleure mise en commun des données, ainsi que l'interopérabilité».

Dans sa [résolution](#) du 25 mars 2021 sur une stratégie européenne pour les données, le Parlement européen a invité instamment la Commission à présenter une loi sur les données visant à encourager et à permettre un flux de données plus important et équitable dans tous les secteurs, entre les entreprises, entre les entreprises et les administrations publiques et inversement et entre les administrations publiques elles-mêmes. Il a également souligné la nécessité de créer des espaces européens communs des données pour garantir la libre circulation des données à caractère non personnel dans tous les pays et tous les secteurs, ainsi qu'entre les entreprises, les universités, les parties prenantes concernées et le secteur public.

À la suite du [règlement sur la gouvernance des données](#), la présente proposition est la deuxième grande initiative législative résultant de la stratégie européenne pour les données de février 2020, qui vise à faire de l'IUE un acteur de premier plan dans une société fondée sur les données. Son objectif est de garantir l'équité dans la répartition de la valeur produite par les données entre les acteurs de l'économie fondée sur les données et de favoriser l'accès aux données et l'utilisation de ces dernières.

La Loi sur les données devrait garantir l'équité dans l'environnement numérique, stimuler un marché des données concurrentiel, ouvrir des possibilités d'innovation axée sur les données et rendre les données plus accessibles à tous.

CONTENU : la proposition de règlement vise à établir un cadre harmonisé qui précise qui, outre le fabricant ou un autre détenteur de données, dispose d'un droit d'accès aux données générées par les produits ou les services liés, dans quelles conditions et sur quel fondement et ce, dans tous les secteurs économiques.

Le règlement proposé :

- vise à faire en sorte que les utilisateurs d'un produit ou d'un service lié dans l'Union puissent avoir accès, en temps utile, aux données générées par l'utilisation de ce produit ou de ce service lié et que ces utilisateurs puissent se servir de ces données, y compris en les partageant avec des tiers de leur choix. Les fabricants et les concepteurs devraient concevoir les produits de telle manière que les données soient facilement accessibles par défaut, et ils devraient faire preuve de transparence quant aux données qui seront accessibles et à la manière d'y accéder. Les utilisateurs auraient le droit d'autoriser le détenteur de données à donner accès aux données à des fournisseurs de services tiers, tels que les fournisseurs de services après-vente;
- énonce les règles générales applicables aux obligations de mise à disposition des données. Lorsqu'un détenteur de données est tenu de mettre des données à la disposition d'un destinataire de données, le cadre général définit les conditions dans lesquelles les données sont mises à disposition et la compensation pour la mise à disposition des données. Toutes ces conditions devraient être équitables et non discriminatoires, et toute compensation devrait être raisonnable;
- adapte les règles du droit des contrats et empêche que ne soient exploités les déséquilibres contractuels qui entravent l'accès équitable aux données et leur utilisation équitable par les micro, petites ou moyennes entreprises. Le règlement sur les données protégerait les PME contre les clauses contractuelles abusives imposées par une partie disposant d'un pouvoir de négociation nettement supérieur. La Commission élaborerait également des clauses contractuelles types afin d'aider ces entreprises à rédiger et à négocier des contrats de partage équitable des données;
- prévoit qu'en cas de besoin exceptionnel, les détenteurs de données mettent à la disposition des organismes du secteur public des États membres et à celle des institutions, organes et organismes de l'Union les données nécessaires à l'exécution de missions d'intérêt public. Cela concerne principalement les urgences publiques (comme les inondations et les feux de forêt), mais aussi d'autres situations exceptionnelles où le partage obligatoire de données entre les entreprises et les administrations publiques est justifié;
- introduit des exigences réglementaires minimales de nature contractuelle, commerciale et technique, imposées aux fournisseurs de services d'informatique en nuage, de services à la périphérie et d'autres services de traitement des données, afin de permettre le passage d'un service à l'autre. En particulier, la proposition garantit que les clients maintiennent l'équivalence fonctionnelle (un niveau minimal de fonctionnalité) du service après leur passage à un autre fournisseur de services;
- met en place des garanties contre le transfert illicite de données, sans notification, par les fournisseurs de services informatiques en nuage. Ces garanties devraient renforcer encore la confiance dans les services de traitement des données sur lesquels l'économie européenne fondée sur les données s'appuie de plus en plus;
- prévoit l'élaboration de normes d'interopérabilité pour les données destinées à être réutilisées entre les secteurs, dans le but de supprimer les obstacles au partage des données entre les espaces européens communs des données spécifiques à certains domaines, conformément aux exigences d'interopérabilité sectorielles, et entre d'autres données qui ne relèvent pas d'un espace européen commun spécifique des données;
- soutient la définition de normes pour les «contrats intelligents». Il s'agit de programmes informatiques stockés dans des registres électroniques qui exécutent et règlent des opérations en fonction de conditions prédéterminées. Ils sont susceptibles de garantir aux détenteurs et aux destinataires de données que les conditions relatives au partage des données sont remplies.

Transparence				
KUMPULA-NATRI Miapetra	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	16/03/2022	Finnish Ministry of Transport
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	20/04/2022	MedTech Europe (MTE)

DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	20/04/2022	Telefonica, S.A. (TEF)
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	26/04/2022	Vodafone Belgium SA (VBSA)
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	26/04/2022	OVH Groupe (OVHcloud)
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	04/05/2022	Huawei Technologies
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	05/05/2022	OVH Groupe
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	10/05/2022	bbva
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	13/05/2022	Bitkom e.V.
PENKOVA Tsvetelina	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	IMCO	18/05/2022	Bitkom e.V.
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	24/05/2022	APPLiA (Home Appliance Europe) EDSO for Smart Grids ENEDIS ENEL SpA Endesa IBERDROLA Orgalim ? Europe's Technology Industries Vattenfall smartEn Smart Energy Europe euroelectric solar power europe esmig bdew wind power europe ehpa eex finish energy eON
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	24/05/2022	APPLiA (Home Appliance Europe)
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	24/05/2022	Apple Inc.
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	30/05/2022	Huawei Technologies
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	31/05/2022	Alliance for the Freedom of the CAR Repair
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	07/06/2022	DOT Europe
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	09/06/2022	eu travel tech
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	09/06/2022	Trellix
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	14/06/2022	BMW

DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	14/06/2022	Volvo Car Corporation AB
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	14/06/2022	Amazon Europe Core SARL
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	14/06/2022	CLEPA
LAGODINSKY Sergey	Rapporteur(e) pour avis	LIBE	17/06/2022	Deutscher Industrie- und Handelskammertag e. V.
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	27/06/2022	BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	JURI	28/06/2022	Banco Santander, S.A. Insurance Europe Insurance Ireland BDB BBVA
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	JURI	28/06/2022	FIGIEFA - Fédération Internationale des Grossistes, Importateurs & Exportateurs en Fournitures Automobiles / International Federation of Automotive Distributors MedTech Europe Orgalim ? Europe's Technology Industries EFPIA AFCAR
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	JURI	29/06/2022	Alibaba Group Holding Limited Amazon Europe Core SARL Brunswick Group Advisory Limited DOT Europe Hanbury Strategy and Communications Limited ITI - The Information Technology Industry Council Twilio Inc.
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	JURI	30/06/2022	Allied for Startups asbl Deutsche Telekom Dr2 Consultants GSMA Europe SCALEWAY Stichting Open Future Telefonica, S.A. Vincens Consulting ETNO
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	30/06/2022	European Association of Automotive Suppliers - CLEPA
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	01/07/2022	Orgalim ? Europe's Technology Industries
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	05/07/2022	RELX

GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Rapporteur(e)	JURI	05/07/2022	The Walt Disney Company Benelux BVBA
LAGODINSKY Sergey	Rapporteur(e) pour avis	LIBE	05/07/2022	Volkswagen Aktiengesellschaft
LAGODINSKY Sergey	Rapporteur(e) pour avis	LIBE	05/07/2022	European Telecommunications Network Operators' Association
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	06/07/2022	European Banking Federation
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	06/07/2022	Google
MITU?A Alin	Rapporteur(e) fictif/fictive	ITRE	06/07/2022	EuroCommerce
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	06/07/2022	AT&T, Inc. Cisco Systems Inc. Liberty Global Corporate B.V. RELX Salesforce intel workday
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Rapporteur(e)	JURI	06/07/2022	American Chamber of Commerce to the European Union AmCham
LAGODINSKY Sergey	Rapporteur(e) pour avis	LIBE	06/07/2022	DOT Europe
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	12/07/2022	Deloitte & Associés
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Rapporteur(e)	JURI	12/07/2022	CISPE
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Rapporteur(e)	JURI	12/07/2022	NL Ministry of Economic and Climate Affairs
LAGODINSKY Sergey	Rapporteur(e)	LIBE	19/07/2022	Alibaba Group Holding Limited
LAGODINSKY Sergey	Rapporteur(e)	LIBE	20/07/2022	Volkswagen Aktiengesellschaft
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	JURI	30/08/2022	ACT   The App Association
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	31/08/2022	VDAV-Verband Deutscher Auskunfts- und Verzeichnismedien e.V.
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	JURI	31/08/2022	BEREC
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	JURI	31/08/2022	France Digitale
GARCÍA DEL	Rapporteur(e)	JURI	01/09/2022	Targeting Startups

BLANCO Ibán	fictif/fictive pour avis			
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	01/09/2022	Federation of Business Information services , FEBIS
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	JURI	02/09/2022	Meta Platforms Ireland Limited and its various subsidiaries (f/k/a Facebook Ireland Limited)
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	28/09/2022	Technology Industries of Finland
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	28/09/2022	Samsung Electronics Europe
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	28/09/2022	Federation of European Data & Marketing (FEDMA)
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	28/09/2022	AFEP - French Association of Large Companies
DEL CASTILLO VERA Pilar	Rapporteur(e)	ITRE	28/09/2022	Confederación Española de Organizaciones Empresariales
GEESE Alexandra	Membre	01/03/2022	Fraunhofer-Gesellschaft zur Förderung der angewandten Forschung e.V. (FhG) Heinrich Böll Stiftung e.V.	
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Membre	26/04/2022	Vodafone	
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Membre	26/04/2022	Banco Santander, S.A.	
GARCÍA DEL BLANCO Ibán	Membre	29/04/2022	BEI Espana	
STEGRUD Jessica	Membre	17/06/2022	Svenskt Näringsliv	
SKYTTEDAL Sara	Membre	28/06/2022	Volvo AB	